

Déclaration de José Manuel Barroso sur les perspectives financières 2007-2013 (17 décembre 2005)

Légende: Dans sa déclaration du 17 décembre 2005, José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, se dit satisfait de l'obtention d'un accord entre les chefs d'État ou de gouvernement sur les perspectives financières 2007-2013 même si cet accord ne réunit pas tout ce que voulait la Commission.

Source: Commission européenne - Investir dans notre avenir - Perspective financière pour le futur de l'Europe.

Déclaration du Président de la Commission européenne José Manuel Barroso concernant les perspectives financières 2007-13. [EN LIGNE]. [Bruxelles]: Commission européenne, [24.05.2006]. Disponible sur http://ec.europa.eu/commission_barroso/president/pdf/statement_20051217_fr.pdf.

Copyright: (c) Union européenne, 1995-2012

URL:

http://www.cvce.eu/obj/declaration_de_jose_manuel_barroso_sur_les_perspectives_financieres_2007_2013_17_decembre_2005-fr-eb64f56c-7db1-4cca-bdbc-46e985925bca.html

Date de dernière mise à jour: 05/09/2012

Déclaration du Président de la Commission européenne José Manuel Barroso concernant les perspectives financières 2007-13 (Bruxelles, 17 décembre 2005)

Je me réjouis que les Etats membres soient parvenus à un accord. C'est un signal politique très important pour l'Europe. L'Europe a évité la paralysie. L'Europe est à nouveau en mouvement. Le coût de l'absence d'un accord aurait été énorme.

La Commission s'est battue pour la cause de l'Europe. C'était une négociation dure, dans laquelle nous avons travaillé pour une Union européenne élargie, moderne et ouverte. Pour une Europe qui avance ensemble.

Cet accord ne réunit pas tout ce que la Commission voulait. Mais la Commission a travaillé très activement pour aider les Etats membres à obtenir le meilleur accord possible, dans les circonstances. En fait, cet accord représente une amélioration significative par rapport aux propositions précédentes de la Présidence britannique.

La Commission a travaillé de façon loyale avec la présidence britannique. Nous ne sommes pas toujours d'accord l'un avec l'autre, mais j'aimerais remercier le premier ministre Blair de notre coopération. Les propositions de la Commission ont été décisives afin de rendre l'accord possible. Les résultats incluent toutes les propositions clés que j'ai faites au premier ministre Blair, par exemple

- une augmentation importante - autour de 15 milliards d'€ - de la dépense globale, renforcée par une augmentation de la flexibilité qui transforme "l'argent virtuel" en argent qui peut réellement être dépensé.
- Plus d'argent pour les nouveaux Etats membres - plus de 5 milliards d'€.
- Globalement, des règles communes pour tous les Etats membres sur la façon de dépenser l'argent.
- Une modification du rabais britannique à la lumière de l'élargissement.
- Un fonds d'ajustement à la globalisation.
- Une clause de révision globale.

La clause de révision globale que j'ai proposée déjà au mois de juin est un élément clé de l'accord. Je m'en réjouis. La Commission examinera tous les aspects du budget à compter de 2008, sans tabous. Cette clause de révision nous fournira l'opportunité de renforcer l'UE ouverte, moderne et élargie que nous voulons - pour le meilleur de l'Union.

Il est vrai que la Commission avait demandé davantage. Mais il est également vrai que cet accord est meilleur que les propositions que nous avons discutées au cours des dernières semaines. Mais je crains qu'il ne subsiste un déséquilibre entre les missions confiées à l'UE et les moyens financier qui lui seront alloués.

Nous devons dire ouvertement aux citoyens que les économies convenues par les Etats membres auront des conséquences. Avec ce budget, il y a un certain nombre de choses qui ne pourront être réalisées. Nous dirons cependant aussi aux citoyens que la Commission continuera à défendre des objectifs qui vont bien plus loin que ce budget.

L'accord convenu unanimement par les 25 Chefs d'Etat et de gouvernements reflète une réalité politique. Il ne nous détourne cependant pas de notre ambition de l'améliorer - la clause de révision sera une opportunité pour le faire.

En tout état de cause, nous ne sommes pas au bout du chemin. En vérité, le futur budget n'est pas encore acquis. La prochaine étape consiste à présent à négocier un accord entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission. Cela doit être fait rapidement, en prenant compte des avis du Parlement européen.

La solidarité et l'équité sont au cœur de l'UE. Les citoyens de l'Europe peuvent compter sur la Commission pour continuer à défendre la cause et l'ambition de l'Europe.